

"Info-Flash" le PMEDP ... en action ...



Numéro Spécial ~ Juin 2001

Atelier sur les problèmes et les perspectives de développement du commerce des produits de la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest

❑ Cet atelier a été organisé à Dakar (Sénégal) du 30 mai au 1^{er} juin 2001 par l'ICSF (Collectif International des Travailleurs de la Pêche), le CREDETIP (Centre de Recherche pour le Développement des Technologies Intermédiaires de Pêche) et le CNPS (Collectif National des Pêcheurs du Sénégal) avec l'appui du PMEDP. Les participants comprenaient

Bienvenue au PMEDP Info-Flash

Ce moyen de communication est distribué mensuellement à travers Internet aux Unités de Coordination Nationale, aux Représentations de la FAO, à DFID, au Département des Pêches de la FAO et aux personnes intéressées par le travail du PMEDP.

L'objectif premier de ce **PMEDP Info-Flash** est de mettre à la disposition des 25 pays participants des informations factuelles sur le Programme.

N'hésitez pas à contacter le PMEDP pour nous informer d'événements qui ont lieu dans votre pays

La reproduction et la distribution de ce document – sous forme électronique ou sur support papier – sont encouragées.

[Pour contacter le
PMEDP par Internet](#)



L'atelier sur le commerce des produits de pêche en pleine séance

des transformatrice et des marchande de poisson du Sénégal, de Gambie, de Guinée, du Ghana, du Mali, de Guinée Bissau, de Côte d'Ivoire, du Togo, du Bénin, du Nigeria, du Burkina Faso, du Mozambique, de Sierra Leone et de Mauritanie, ainsi que des représentants d'UCN, d'ONG, d'organismes internationaux et de Départements des Pêches. M. Kuyateh, K. Kourkouliotis et E. Corcoran, de l'USR, ont rejoint R. Coutts, Coordonnateur du Programme PMEDP, à Dakar (Sénégal) du 30 mai au 1^{er} juin 2001. T. Barton, Conseillère MED du DFID au Royaume-Uni, a assisté à l'Atelier et à la Foire du Poisson pour avoir de premières impressions sur les activités relatives aux moyens d'existence dans la pêche en Afrique de l'Ouest avant de prendre part au Panel d'Evaluation Conjointe DFID-FAO le 11 juin 2001. J. Kurien, du Centre d'Etudes pour le Développement à Kerala (Inde) et ancien membre de l'ACFR, était également présent aux deux manifestations dans le cadre

d'une évaluation des activités de l'ICSF. Y. Diei représentait la FAO-RAF à la réunion.

Le consultant du PMEDP, A. Ward du NRI, a fait un exposé des politiques, institutions et processus (PIP) par rapport aux moyens d'existence des transformateurs et des marchands de poisson. Cet exposé avait pour but de promouvoir une discussion entre les acteurs sur les liens entre les PIP et les aspects relatifs à l'Utilisation Responsable du Poisson dans le Code de Conduite pour une Pêche Responsable de la FAO. Des questions liées aux barrières techniques, économiques et non économiques ainsi que les perspectives de commercialisation des produits halieutiques dans la région ont également été traitées par Infopêche et des groupes de travail constitués pour identifier des solutions éventuelles et les moyens de partager les responsabilités entre les acteurs. Un autre consultant du PMEDP, Dr Akandé, a présenté une communication de son collègue d'INPOPÊCHE, Dr Amadou Tall, sur les "Obstacles au développement du petit commerce du poisson en Afrique de l'Ouest".



Le stand de la communauté de pêche du Ghana à la Foire du poisson à Dakar

Les participants ont affirmé leur ferme volonté et leur capacité à mener à bien les priorités suivantes:

Actions spécifiques attendues des Etats:

a. Sites de transformation: Les participants ont demandé aux Etats de réserver des terres exclusivement aux femmes pour leurs besoins de transformation et pour le reboisement indispensable au fumage. En raison de l'impact du changement climatique (sécheresse), le bois de chauffe s'est raréfié. Les participants ont fustigé l'impact du tourisme qui menace leur accès à la terre et ont exigé de l'aide pour acquérir des droits de propriété sur des terres partagées.

b. Commerce des produits halieutiques transformés: Les priorités identifiées correspondaient également aux difficultés rencontrées dans les filières commerciales – médiocrité de l'infrastructure dans les zones de transformation et problème de crédit. Les femmes ont invité les Etats de la région à prendre les mesures suivantes:

1. Simplifier les formalités administratives en mettant en place un système fiscal unique applicable au commerce des produits halieutiques transformés artisanalement dans les pays de la région.
2. Rendre publique toute décision à cet effet, à travers des avis placés aux postes de contrôle où les femmes sont confrontées à d'innombrables problèmes, notamment leur harcèlement par les hommes en uniforme.
3. Réduire le nombre de postes de contrôle qui sont préjudiciables à tous les égards (paiement de taxes excessives, pots de vin, perte de temps, etc.)
4. Mettre en place une infrastructure appropriée dans les marchés, en particulier des structures de stockage
5. Améliorer l'accès aux sites de débarquement et aux marchés par la construction de routes, etc.
6. Créer des structures de crédit appropriées pour soutenir les transformatrices et les marchandes, et mettre à disposition des



Le séchage de poisson à Lonmpoul, Sénégal

crédits à faibles taux d'intérêt. Les femmes ont estimé que les institutions de prêt ont également un rôle important à jouer à cette fin.

c. Accès aux ressources halieutiques pour la transformation: les femmes ont demandé que les Etats prennent des mesures pour surveiller efficacement la zone de pêche artisanale afin d'empêcher les incursions des gros bateaux de pêche industriels. Elles ont demandé des règles strictes sur les engins de pêche destructifs. Elles ont aussi souligné la nécessité de réglementer



La plage de Kayar: un cas qui justifie l'amélioration d'hygiène

certain engins utilisés par les artisans pêcheurs comme les filets monofilaments, les sennes de plage et les sennes tournantes.

Actions spécifiques attendues des partenaires au développement, des organismes internationaux et des ONG:

- a. Soutien pour la formation en gestion, en technologies de transformation et en techniques de stockage;
- b. Soutien pour l'achat d'équipements;
- c. Soutien pour les interactions/échanges entre les femmes de la sous-région;
- d. Soutien vis-à-vis des institutions de crédit pour faciliter les conditions.

Initiatives nécessaires à leur propre niveau:

- a. Organiser leur propre réseau. Tout en reconnaissant le rôle d'autres institutions comme les ONG, les femmes ont estimé qu'elles devaient s'organiser indépendamment, sans ingérence extérieure. Les ONG devraient mettre sur pied leurs propres réseaux indépendants et leur rôle devrait être de fournir des informations et autres sortes d'appui;
- b. S'organiser au niveau local: les femmes ont souligné la nécessité de s'organiser localement afin de pouvoir influencer les politiques et les décideurs dans leurs pays respectifs. A leur avis, l'initiative locale serait le point de départ de tout changement et un préalable à la création de leur propre réseau régional;
- c. Développer des interactions en leur sein;
- d. Développer une culture de la propreté, compte tenu notamment des conditions malsaines prévalant dans certains sites.

L'équipe du PMEDP est restée pour présenter le stand du PMEDP à la Foire Régionale sur la Transformation Artisanale du Poisson, du 2 au 3 juin 2001, et pour parler à bâtons rompus avec les participants. La foire a été ouverte par le Chef de Cabinet en compagnie du Directeur de l'Océanographie et de la Pêche Maritime du Sénégal, en présence d'un public et d'autres parties intéressées. Elle a offert à tous les pays participants l'occasion de montrer leurs différentes techniques de transformation et de discuter de manière informelle de questions liées au commerce. Les groupements féminins ont été encouragés à identifier les technologies et pratiques de post-capture intéressantes de leurs collègues d'autres pays, de manière à promouvoir l'échange et le transfert des technologies et des meilleures pratiques. Il était intéressant de noter, à la fin de la foire, qu'un groupement de femmes burkinabé (la Fédération Nationale des Acteurs pour la Filière Pêche) avait déjà identifié leur intérêt dans la formation à la production de poisson salé/séché/fumé (Kechah).